

Foi, secours et développement : le modèle UMCOR-Muslim Aid sept ans plus tard

Amjad Saleem et Guy Hovey

Il y a sept ans, un partenariat stratégique entre le Comité méthodiste unifié de secours et Muslim Aid au Sri Lanka a été formalisé en accord mondial. Ce partenariat était un modèle d'assistance communautaire, durable et culturellement adaptée. Alors, pourquoi n'a-t-il pas atteint ses objectifs ?

Le 26 juin 2007, un partenariat innovant a été formalisé à la Chambre du Parlement de Londres entre l'ONG britannique islamique Muslim Aid (MA)¹ et l'ONG chrétienne américaine United Methodist Committee on Relief (Comité méthodiste unifié de secours, UMCOR)². Ce partenariat avait pour vision à long terme de développer un modèle dans lequel un consortium d'organisations confessionnelles (OC) travailleraient ensemble dans les domaines du secours, du développement, de la paix et de la réconciliation, et créeraient un espace pour l'épanouissement du respect et de la compréhension mutuels dans un monde où la foi est de plus en plus souvent manipulée afin d'embraser les conflits plutôt que de les résoudre. Un article dans le numéro 30 de RMF, paru en 2008, couvrait l'histoire de ce partenariat et les défis anticipés. Certains de ces défis se sont avérés prophétiques et, sept ans plus tard, ce partenariat (bien qu'il opère de temps à autre comme un mécanisme de financement croisé) tel qu'envisagé initialement n'est pas encore parvenu à concrétiser les espoirs de ces premiers jours.

Le début du partenariat

En août 2006, les Tigres de libération de l'Eelam tamoul (LTTE) ont attaqué la ville à majorité musulmane de Muttur (dans le district de Trincomalee, au Sri Lanka). Les efforts des organismes d'assistance, de l'ONU et de la Croix-Rouge pour négocier un corridor humain n'ont pas abouti, et quelques jours plus tard la plupart des habitants avaient fui vers la ville de Kantale, à majorité cingalaise. Après l'influx de dizaines de milliers de PDI, le climat dans la région de Kantale, où les ressources étaient déjà insuffisantes, est devenu extrêmement tendu et la violence était courante. La plupart des ONG étaient parties mais UMCOR et MA étaient toujours présentes dans la région.

Comme la crise s'intensifiait, ces deux organisations se sont rapprochées et, au bout de deux ou trois jours, ont commencé à travailler ensemble, à établir un bureau local et un dépôt communs et à partager leur personnel, leurs véhicules, leur fourniture d'aide et l'appui logistique. Ces deux agences travaillaient en coordination avec leur confession respective ainsi que leurs chefs et leur conseil communautaire pour organiser la mobilisation de milliers de bénévoles. MA communiquait avec les imams, le conseil de coordination des théologiens et des communautés islamiques, discutant avec eux de la nature impartiale du travail humanitaire et attestant de la neutralité du personnel d'UMCOR. Ces discussions étaient centrées sur l'impératif des deux fois à servir l'humanité et à atténuer la souffrance des personnes désavantagées – un langage que les personnes pouvaient comprendre et auxquels elles pouvaient adhérer. UMCOR a agi de la même manière via les prêtres méthodistes locaux dans les zones chrétiennes, ainsi qu'auprès des hindous que ces prêtres connaissaient. MA et UMCOR ont également approché conjointement un grand moine bouddhiste local pour lui demander d'apporter de l'aide à la communauté bouddhiste aux abois. Grâce à l'appui de ce moine, la coopération interconfessionnelle s'est épanouie, le temple bouddhiste devenant un centre de distribution de l'aide. Le partenariat UMCOR-MA s'est poursuivie une fois l'urgence passée et les deux parties se sont accordées à travailler au développement d'un partenariat institutionnel à long terme.

Les difficultés du développement du partenariat

Il était évident qu'il serait problématique de développer le partenariat sous la forme envisagée. L'une des préoccupations, qui s'est ensuite avérée justifiée, était que l'expérience du Sri Lanka

reposait plus sur des amitiés personnelles entre les membres des deux ONG impliquées. Au bout d'un an après la formalisation du partenariat, plusieurs membres du personnel occupant un poste essentiel dans les bureaux locaux sri-lankais étaient partis ou avaient été remplacés ainsi que, au niveau des sièges, quelques leaders qui avaient soutenu l'initiative. Il n'y a donc eu une aucune occasion de suivre une période d'incubation pendant laquelle il aurait été possible de consolider les relations sur le terrain et plus encore au niveau de la direction des sièges afin de cimenter le partenariat. En raison du roulement des effectifs, il restait peu de dirigeants qui avaient participé au développement du partenariat, si bien qu'il restait peu de personnel familier avec l'initiative au sein des ONG.

Le partenariat est resté toutefois solide à sa base pendant une certaine période mais il n'est pas parvenu à obtenir un appui suffisant de la part de deux acteurs : les communautés religieuses dans le pays d'origine des ONG, qui forment la base de leur appui, ainsi que les administrateurs ou la direction au niveau du siège. Du côté d'UMCOR, une partie de la communauté chrétienne des États-Unis a réagi défavorablement, tandis que certains membres de la communauté musulmane du Royaume-Uni ont également exprimé leur opposition. Ces réactions pouvaient s'expliquer en grande partie par le fait que les membres du public qui donnaient de l'argent à ces deux organisations n'étaient pas suffisamment sensibilisés à la nature des OC en tant qu'organisations professionnelles de secours et de développement. Par conséquent, certains ont commencé à craindre que ce partenariat ne dilue l'identité islamique de MA et l'identité chrétienne d'UMCOR, et que l'union de ces deux ONG engendre une organisation compromise mal à l'aise avec elle-même. Mais peut-être le plus grand malentendu au niveau de la direction portait sur la question du financement. Un grand nombre de personnes au sein de chaque organisation envisageaient ce partenariat sous un angle financier, c'est-à-dire comme un moyen d'obtenir des financements institutionnels plus importants. Presque immédiatement, on entendait des questions sur la manière de traduire ce partenariat en espèces sonnantes et trébuchantes.

Un conflit est donc immédiatement apparu entre la manière d'appréhender le partenariat sur le terrain et dans les sièges. Le premier considérait le partenariat comme un modèle innovant de secours et de développement humanitaire qui permettait d'améliorer la sécurité des ONG et des communautés, l'accès humanitaire et la

performance opérationnelle générale. Le second le considérait comme un investissement dont les rendements financiers anticipés permettraient de financer des projets. Ces deux perspectives étaient valides mais les pressions exercées pour réaliser l'aspect « concret » du financement institutionnel et des projets conjoints n'ont laissé aucune place au développement de l'aspect « abstrait » (tels que l'intangibilité des relations personnelles ou des connaissances inter-organisationnelles) nécessaires à sa réalisation.

De plus, les difficultés de forger une relation interorganisationnelle basée sur la confiance mutuelle et l'égalité étaient exacerbées par la perception des dynamiques au sein de la relation. En effet, chaque organisation se considérait comme le partenaire le plus solide, avec toutes les dynamiques de pouvoir sous-jacentes que cette perception entraîne.

Malheureusement, la priorité étant de réaliser des « résultats » tangibles sur le terrain, le temps et les efforts consacrés à la consolidation des relations à un niveau plus élevé étaient insuffisants. En rétrospective, la signature formelle du partenariat s'était faite de manière précipitée, sans s'assurer que les principales parties, notamment du côté de la gouvernance, adhéraient au projet et que les perspectives « personnelles » avaient suffisamment infiltré les perspectives « institutionnelles ». Il aurait fallu déployer de plus grands efforts pour montrer aux membres des conseils de gouvernance les travaux menés sur le terrain et le potentiel du partenariat avant qu'il ne soit décidé de le créer. Au cours de cette période d'incubation, les deux organisations auraient dû mettre à l'essai différents modèles de coopération et d'expérimentation sur le terrain, avec l'appui de chercheurs universitaires, afin de confirmer la viabilité du modèle, sa faisabilité et sa pertinence, en particulier vis-à-vis des communautés locales. Si ce type de données avait été disponible, il aurait été plus facile de convaincre les détracteurs de la viabilité et de l'efficacité du modèle.

Pertinence du modèle

Malgré ces revers, en tant que deux des principaux acteurs de la création du partenariat sri-lankais, nous croyons toujours en son importance et en une finalité commune. De nombreuses organisations internationales ont adopté une approche de la lutte contre la vulnérabilité encore plus étroite sur le plan sectoriel et institutionnel. Pourtant les chocs et les tensions dont nous sommes témoins dans le monde contemporain ont des conséquences multiples et imprévisibles si bien

décembre 2014

qu'ils demandent de plus en plus (mais sans toujours les déclencher) des réponses diverses au niveau local. Pour construire la résilience, il faut aller au-delà des visions étroites du risque. Nous devons mieux comprendre la vulnérabilité, sous un angle plus interdisciplinaire, et nous avons besoin d'un nouveau paradigme pour pousser les personnes à accepter la diversité et pour créer des possibilités de diversité au sein des communautés, des ethnicités, des traditions, des cultures et des croyances.

Dans le monde du secours et du développement, la foi donne accès aux communautés mais, en raison de sa nature potentiellement sensible, elle est parfois mise à l'écart. Ce monde promeut l'engagement auprès des institutions locales mais, invariablement, il ne s'engage pas en profondeur auprès des institutions communautaires les plus anciennes, c'est-à-dire celles qui représentent les croyances qui sous-tendent souvent la stabilité de la communauté (et parfois son instabilité). Presque toutes les fois, même si elles diffèrent fortement sur le plan théologique, ont pour objectif commun de servir l'humanité et de venir en aide aux personnes désavantagées, et les institutions et les acteurs religieux peuvent mettre à profit des réseaux culturels, sociaux et politiques que les autres ne peuvent égaler.

L'un des aspects les plus surprenants du partenariat au Sri Lanka provenait du fait que, pour la première fois, la majorité des personnes avait pu observer des confessions différentes travailler ensemble de manière pragmatique. L'idée de la coopération des confessions n'est pas nouvelle³ mais, à ce jour, elle s'est largement limitée au dialogue interconfessionnel et à certaines initiatives de financement croisé – ce type de financement reflétant la relation actuelle UMCOR-MA⁴. Au Sri Lanka, ce partenariat a démontré que l'engagement avec la foi présente un vaste potentiel inexploité. Cette coopération dépasse les différences confessionnelles et théologiques pour se concentrer sur l'objectif humanitaire de l'atténuation de la pauvreté et faciliter un dialogue pour la paix et la compréhension. Ce partenariat a montré par l'exemple que les personnes peuvent travailler ensemble pour une cause humanitaire commune sans compromettre leur individualité ni leurs convictions.

Il s'agit d'un modèle d'engagement avec la foi qui implique de partir sur la base de la coopération, du respect mutuel, de la compréhension et de l'acceptation d'un programme commun qui facilite non seulement la coopération mais qui élimine

également la compétition pour les ressources. Ce modèle aurait pu s'avérer opportun dans des situations telles qu'en République centrafricaine en ouvrant l'accès humanitaire aux environnements dangereux⁵. Deux (ou plus) OC de confessions différentes travaillant sur le terrain et s'engageant auprès des chefs religieux locaux peuvent avoir un effet apaisant sur de nombreuses communautés touchées par les conflits, et ainsi leur permettent de travailler efficacement dans un contexte d'insécurité.

Ce type de modèle, qui donne priorité aux organisations et aux personnes de confessions différentes travaillant à la réalisation d'objectifs communs en mettant de côté les différences théologiques (sans compromettre leur individualité ou leur croyance), fait grandement défaut. Toutefois, comme l'illustre l'exemple de MA et d'UMCOR, il implique de déployer de grands efforts en coulisse avec les parties prenantes. Les communautés religieuses ne sont certainement pas toutes sur la même longueur d'onde et ne sont pas toutes en harmonie avec elles-mêmes. Les organisations doivent travailler d'arrache-pied pour endiguer toute opposition et expliquer leur politique clairement à leurs sympathisants à tous les niveaux. Avant de formaliser le partenariat UMCOR-MA, il aurait fallu consacrer une certaine période de temps aux communications internes et externes. Cela aurait permis de présenter les avantages et les risques potentiels de ce nouveau modèle de partenariat et de mettre en exergue la responsabilité des ONG à explorer des approches innovantes pour porter assistance aux personnes désavantagées, indifféremment des rendements financiers. Cela aurait pu aboutir à la définition d'approches et de mécanismes innovants, une meilleure compréhension du travail interconfessionnel et une communication plus vaste et plus efficace avec les personnes désavantagées et vulnérables.

Amjad Saleem amjad@paths2people.com est consultant dans le domaine de la consolidation de la paix et de la résolution des conflits. *Guy Hovey* guyhovey@yahoo.com est consultant spécialisé dans les secours et le relèvement en situations de conflit et de catastrophe.

Cet article est le reflet des opinions d'Amjad Saleem et de Guy Hovey et ne reflètent pas nécessairement les opinions de Muslim Aid ou d'UMCOR.

1. www.muslimaid.org

2. <http://gbgm-umc.org/umcor/>

3. Par exemple, l'Alliance ACT basée à Genève www.actalliance.org

4. UMCOR finance actuellement 400 subventions via Muslim Aid à Bannu, Pakistan.

5. Voir l'article de Mahony, page 42.